

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/59  
27 novembre 1998

(98-4788)

---

## Organe d'examen des politiques commerciales

### MÉCANISME D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

#### Rapport de l'Organe d'examen des politiques commerciales pour 1998

Président: S.E. M. Ali Said Mchumo

1. Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales a été établi par le GATT en 1989, après l'examen à mi-parcours des négociations du Cycle d'Uruguay. Il existe donc depuis neuf ans. Conformément à l'Accord de Marrakech, le mécanisme doit faire l'objet d'un examen au plus tard en 1999 ("au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'OMC") et des consultations seront bientôt organisées en vue de cet examen. Néanmoins, depuis sa création, le mécanisme a souvent été examiné par les Membres et un certain nombre d'améliorations procédurales y ont été apportées.

2. Le présent rapport de l'Organe d'examen des politiques commerciales se veut une évaluation annuelle de la mesure dans laquelle le MEPC répond aux objectifs qui lui ont été fixés ainsi que la façon dont il le fait. Il porte aussi sur les examens qui ont eu lieu en 1998 et les principales questions qui y ont été abordées. Les tableaux figurant en annexe indiquent les pays Membres qui ont fait l'objet d'un examen pendant la période se terminant fin 1998 ainsi que leur répartition géographique et le programme d'examens proposé pour 1999.

3. L'OEPC remercie Mme l'Ambassadeur Anne Anderson (Irlande) d'avoir présidé la réunion de l'Organe consacrée à l'examen des pratiques commerciales des Îles Salomon, en raison de l'absence inévitable de son Président.

#### Réalisation des objectifs

4. Les objectifs du MEPC sont définis à l'Annexe 3 de l'Accord de Marrakech:

"contribuer à ce que tous les Membres respectent davantage les règles, disciplines et engagements définis dans les Accords commerciaux multilatéraux et, le cas échéant, dans les Accords commerciaux plurilatéraux, et donc à faciliter le fonctionnement du système commercial multilatéral, en permettant une transparence accrue et une meilleure compréhension des politiques et pratiques commerciales des Membres".

5. Dans le cadre du MEPC, les politiques et pratiques commerciales de tous les Membres doivent être examinées régulièrement. À la fin de 1998, 109 examens avaient été effectués depuis la création du mécanisme (102 si l'on compte pour un seul les examens groupés) portant sur 67 Membres, l'Union européenne comptant pour un. Les Membres ayant fait l'objet d'un examen sont à l'origine de 84 pour cent du commerce mondial des marchandises et représentent 61 pour cent du nombre total des Membres de l'OMC (annexe I). Parmi eux, huit appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés.

6. En 1998, l'Organe d'examen des politiques commerciales a procédé à 15 examens portant sur 20 Membres (annexe II). Sur les 20 rapports correspondants du Secrétariat, 13 ont été établis en totalité par des membres du personnel de l'OMC<sup>1</sup> et les sept autres en collaboration avec des consultants.<sup>2</sup> Les services de ces consultants ont été financés dans le cadre de projets ou de fonds d'affectation spéciale par l'Australie, le Danemark et le Royaume-Uni. Sept des examens réalisés en 1998, concernant onze pays, avaient été reportés de 1997 à 1998.<sup>3</sup> Tous les rapports ont été rédigés en collaboration étroite avec les autorités des pays intéressés. Sur les 15 examens, deux ont été des examens groupés, le premier groupe comprenant l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland et le deuxième groupe le Burkina Faso et le Mali. Neuf pays ont fait l'objet d'un examen pour la première fois; quatre d'entre eux faisaient partie des pays les moins avancés.<sup>4</sup>

7. En général, les procédures d'examen se sont déroulées sans difficulté. Dans la plupart des cas, les Membres ont fourni la documentation et répondu aux questionnaires dans les délais prévus ou presque, les visites dans les capitales ont été fructueuses et des observations pertinentes ont été communiquées au sujet des projets de rapport du Secrétariat, permettant de dissiper des malentendus ou de corriger des inexactitudes. De ce fait, la qualité, la teneur et le style des examens ont pu être maintenus.

8. Pendant l'année, un certain nombre d'examens ont dû être reprogrammés pour différentes raisons. Les reports ne sont pas souhaitables et il en a résulté que la plupart des examens ont été concentrés vers le dernier trimestre de l'année. En raison en grande partie de l'installation d'un logiciel plus perfectionné à l'OMC, les examens n'ont été publiés que longtemps après les réunions. Une amélioration des dispositions internes et un nouvel accord conclu avec une maison d'édition internationale devraient considérablement réduire ces délais.

9. Dans le document distribué aux Membres en juillet 1998 (WT/TPR/W/20), il était proposé que 17 pays fassent l'objet d'un examen en 1999, dix de ces examens étant reportés de 1998 à 1999. Compte tenu à la fois des ressources du Secrétariat et de la charge de travail accrue que supposent la Conférence ministérielle de 1999 et ses préparatifs pour les délégations, le programme pour 1999 prévoit des examens concernant 12 pays (annexe III). Il s'agit de l'Argentine, de la Bolivie, de la Guinée, de l'Égypte, des États-Unis, d'Israël, du Nicaragua, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Philippines, de la Roumanie, de la Thaïlande et du Togo. Les rapports du Secrétariat pour les examens concernant la Guinée, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Togo devraient être établis avec l'assistance de consultants. Mener à bien le programme prévu pour 1999 permettrait aussi d'adopter pour 2000 un programme dans lequel les examens seraient plus régulièrement répartis, ce qui éviterait leur concentration et les retards qui se sont produits cette année.

---

<sup>1</sup> Afrique du Sud; Australie; Canada; Hong Kong, Chine; Hongrie; Inde; Indonésie; Jamaïque; Japon; Nigéria; Trinité-et-Tobago; Turquie; et Uruguay.

<sup>2</sup> Botswana, Burkina Faso, Îles Salomon, Lesotho, Mali, Namibie et Swaziland.

<sup>3</sup> Hongrie, Inde, Jamaïque, Japon, Nigéria, Trinité-et-Tobago et Union douanière d'Afrique australe (SACU) (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland). Sept des rapports correspondants ont été établis par le Secrétariat de l'OMC.

<sup>4</sup> Les pays qui ont fait l'objet d'un examen pour la première fois étaient le Botswana, le Burkina Faso, les Îles Salomon, la Jamaïque, le Lesotho, le Mali, la Namibie, le Swaziland et la Trinité-et-Tobago.

## Utilité

10. L'intérêt le plus évident du mécanisme pour les Membres est qu'il leur donne un lieu, distinct de celui où se déroulent les travaux de l'OMC liés aux différends et au respect des règles, où ils peuvent discuter ouvertement de l'évolution récente de leurs politiques commerciales. Le MEPC constitue un cadre dans lequel les Membres peuvent chercher à obtenir un complément d'information sur tous les aspects des politiques et des pratiques commerciales de chacun, demander des renseignements et faire part de leurs préoccupations. L'examen est aussi un exercice utile pour les Membres qui en font l'objet en ce sens qu'il donne une analyse indépendante et objective des politiques commerciales et aide les responsables de l'élaboration des politiques à mieux comprendre l'incidence des différentes mesures de politiques commerciales. Des Membres ont, par le passé, indiqué que cet exercice les avait aidés à améliorer la coopération interinstitutions dans leur pays et leur avait donné un aperçu global de l'effet des différentes mesures commerciales dans tous les secteurs. Le MEPC a aussi permis de fournir une assistance technique à certains pays en développement et pays parmi les moins avancés.

11. Le grand nombre de pays examinés au titre du mécanisme donne la possibilité de faire des analyses portant sur les différents pays dans le cadre plus vaste du commerce et de l'élaboration des politiques au niveau international. Tout récemment, lors de la crise financière qui a frappé certains pays, notamment en Asie, il a été important de faire ce type d'analyse dans les rapports et les discussions consacrés aux questions liées au commerce ainsi qu'aux difficultés rencontrées par les pays touchés par la crise, en particulier l'Australie; Hong Kong, Chine; l'Indonésie et le Japon.

## Points qui se dégagent des examens effectués en 1998

12. Bien que chaque examen porte spécifiquement sur un pays et mette en lumière les questions intéressant les Membres concernés, un certain nombre de points communs à plusieurs examens ont été relevés en 1998, dont:

- la libéralisation commerciale et la réforme économique;
- la crise financière et l'importance de marchés ouverts pour aider à la résoudre;
- la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay;
- l'équilibre des droits et des obligations à l'OMC;
- les accords régionaux et leur interaction avec la libéralisation unilatérale et multilatérale;
- les droits de douane et autres impositions;
- le recours aux mesures antidumping, aux mesures compensatoires et aux mesures de sauvegarde;
- l'évaluation en douane et les procédures, règlements techniques et autres facteurs hors prix qui peuvent affecter le commerce;
- les mesures non tarifaires;
- les subventions;
- le rôle croissant des secteurs de services;
- le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement;
- la marginalisation possible des pays les moins avancés; et
- l'assistance technique pour la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

## Application aux pays les moins avancés (PMA)

13. Dans le rapport qu'il a présenté à la Conférence ministérielle de Singapour, l'Organe d'examen des politiques commerciales avait indiqué ce qui suit: "Il faudra tenir tout particulièrement compte, en établissant le calendrier des travaux de l'OEPC, de la nécessité d'accroître le nombre des pays soumis à examen, notamment en ce qui concerne les pays en développement et les pays les moins avancés relativement petits." Les participants à la Réunion de haut niveau sur les pays les moins

avancés, tenue en octobre 1997, ont encouragé les PMA à demander un examen de leurs politiques commerciales et l'OMC à donner suite à ces demandes.

14. Parmi les 27 pays les moins avancés actuellement Membres de l'OMC, huit ont fait l'objet d'un examen de la part de l'OEPC; quatre de ces examens ont été effectués en 1998 (annexe II).<sup>5</sup> Deux autres PMA doivent être soumis à un examen en 1999 (annexe III).

15. Les examens concernant les PMA ont surtout fourni l'occasion d'apporter une assistance technique donnant à ces pays la possibilité de mieux comprendre la structure de la politique commerciale en vigueur et ses éventuelles lacunes, ainsi que son rapport avec les accords de l'OMC. Les examens ont aussi aidé plusieurs pays à élaborer leur propre mécanisme en vue de l'examen de leurs politiques commerciales et à mieux comprendre les accords de l'OMC, et par conséquent à mieux les respecter. En outre, le mécanisme permet aux gouvernements de définir les domaines spécifiques dans lesquels ils auraient besoin d'une assistance technique supplémentaire au sujet de l'un quelconque des accords de l'OMC.

16. Outre l'assistance fournie par des consultants, c'est la réalisation d'examens groupés, lorsque cela a été possible tout en respectant le caractère individuel du mécanisme, qui a permis d'accroître le nombre des PMA soumis à examen. Les examens groupés réalisés jusqu'ici ont reçu un accueil favorable et d'autres Membres ont proposé que des examens similaires soient effectués pour d'autres groupements régionaux.

### Conclusions

17. Le MEPC a continué à jouer son rôle en permettant d'assurer la transparence. L'élargissement de la portée des examens, qui traitent maintenant efficacement de domaines tels que la propriété intellectuelle et les services, s'est poursuivi; la qualité des examens a cependant été maintenue. Le processus s'est généralement déroulé de façon satisfaisante en 1998, bien qu'un certain nombre d'examens aient été retardés. Les reports sont toujours regrettables et des mesures sont prises pour qu'ils soient aussi rares que possible. Le programme de 1999, en particulier, a été établi en vue de régler ce problème et d'éviter que les examens soient concentrés vers la fin de l'année.

18. Vu les ressources limitées et la liste croissante de pays qui doivent faire l'objet d'un examen pendant l'année, il importe que le mécanisme fonctionne de façon aussi efficace que possible. Le Secrétariat comme les différents Membres soumis à examen devraient veiller, à titre prioritaire, à ce que le mécanisme fonctionne convenablement et que les examens soient achevés à temps. En particulier, il est essentiel que les autorités des différents pays continuent d'apporter leur coopération active, sans laquelle le MEPC perdrait une grande part de son intérêt.

---

<sup>5</sup> Les autres PMA Membres de l'OMC qui n'ont pas encore fait l'objet d'un examen de la part de l'OEPC sont les suivants: Angola, Burundi, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Madagascar, Malawi, Maldives, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad et Togo.

**Annexe I**

**EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**Membres de l'OMC ayant fait l'objet d'un examen au titre du GATT de 1947  
et des dispositions de l'OMC, 1989-1998**

| Europe/Moyen-Orient                 | Asie/Pacifique                    | Afrique                         | Amérique                            |
|-------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| Autriche <sup>1a</sup>              | Australie (3) <sup>c</sup>        | Afrique du Sud (2) <sup>c</sup> | Argentine <sup>c</sup>              |
| Chypre <sup>b</sup>                 | Bangladesh <sup>a,d</sup>         | Bénin <sup>b, d</sup>           | Bolivie <sup>a</sup>                |
| Finlande <sup>1a</sup>              | Corée (2) <sup>c</sup>            | Botswana <sup>b</sup>           | Brésil (2) <sup>c</sup>             |
| Hongrie (2) <sup>c</sup>            | Fidji <sup>b</sup>                | Burkina Faso <sup>b, d</sup>    | Canada (5) <sup>c</sup>             |
| Islande <sup>a</sup>                | Hong Kong, Chine (3) <sup>c</sup> | Cameroun <sup>a</sup>           | Chili (2) <sup>c</sup>              |
| Israël <sup>a</sup>                 | Îles Salomon <sup>b, d</sup>      | Côte d'Ivoire <sup>b</sup>      | Colombie (2) <sup>c</sup>           |
| Norvège (2) <sup>c</sup>            | Inde (2) <sup>c</sup>             | Égypte <sup>a</sup>             | Costa Rica <sup>b</sup>             |
| Pologne <sup>a</sup>                | Indonésie (3) <sup>c</sup>        | Ghana <sup>a</sup>              | El Salvador <sup>b</sup>            |
| République tchèque <sup>b</sup>     | Japon (4) <sup>c</sup>            | Kenya <sup>a</sup>              | États-Unis (4) <sup>c</sup>         |
| Roumanie <sup>a</sup>               | Macao <sup>a</sup>                | Lesotho <sup>b</sup>            | Jamaïque <sup>b</sup>               |
| Slovaquie <sup>b</sup>              | Malaisie (2) <sup>c</sup>         | Mali <sup>b, d</sup>            | Mexique (2) <sup>c</sup>            |
| Suède <sup>1</sup> (2) <sup>a</sup> | Nouvelle-Zélande (2) <sup>c</sup> | Maroc (2) <sup>c</sup>          | Paraguay <sup>b</sup>               |
| Suisse (2) <sup>c</sup>             | Pakistan <sup>a</sup>             | Maurice <sup>b</sup>            | Pérou <sup>a</sup>                  |
| Turquie (2) <sup>c</sup>            | Philippines <sup>a</sup>          | Namibie <sup>b</sup>            | République dominicaine <sup>b</sup> |
| Union européenne (4) <sup>c</sup>   | Singapour (2) <sup>c</sup>        | Nigéria (2) <sup>c</sup>        | Trinité-et-Tobago <sup>b</sup>      |
|                                     | Sri Lanka <sup>b</sup>            | Ouganda <sup>b, d</sup>         | Uruguay (2) <sup>c</sup>            |
|                                     | Thaïlande (2) <sup>c</sup>        | Sénégal <sup>a</sup>            | Venezuela <sup>b</sup>              |
|                                     |                                   | Swaziland <sup>b</sup>          |                                     |
|                                     |                                   | Tunisie <sup>a</sup>            |                                     |
|                                     |                                   | Zambie <sup>b, d</sup>          |                                     |
|                                     |                                   | Zimbabwe <sup>a</sup>           |                                     |
| 15                                  | 17                                | 21                              | 17                                  |

( ) Le chiffre entre parenthèses indique le nombre d'examens lorsqu'il y en a eu plus d'un.

1 Pays inclus dans l'UE à partir de 1995.

a Examen dans le cadre du GATT de 1947.

b Examen dans le cadre de l'OMC.

c Examen dans le cadre du GATT de 1947 et de l'OMC.

d Pays de la catégorie des pays les moins avancés.

Nombre d'examens effectués fin 1998 = 109

Nombre de Membres de l'OMC ayant fait l'objet d'un examen = 81 sur 132 (en comptant l'UE pour 15)  
= 61 pour cent des Membres de l'OMC (dont 26 en Europe, 17 en Asie/Pacifique, 21 en Afrique et 17 en Amérique)

Nombre de Membres de l'OMC ayant fait l'objet d'un examen = 67 sur 118 (en comptant l'UE pour un)

Nombre de Membres de l'OMC appartenant à la catégorie des pays les moins avancés = 8

Part des Membres de l'OMC ayant fait l'objet d'un examen = 84 pour cent  
dans le commerce mondial (déduction faite des cas importants de double comptage et des échanges intrasectoriels dans l'UE)

**Annexe II****Examens effectués en 1998**

| <b>Pays<sup>a</sup></b>      | <b>Date de la réunion<br/>(prévue)</b> | <b>Périodicité des examens<br/>(années)</b> |
|------------------------------|--|---|
| Japon (4)                    | 27.01.98                               | 2   |
| Inde (2)                     | 16.04.98                               | 4   |
| SACU (examen groupé)         | 21.04.98                               |   |
| Afrique du Sud (2)           |  | 4   |
| Botswana                     |  | 6   |
| Lesotho                      |  | 6 <sup>b</sup>                              |
| Namibie                      |  | 6   |
| Swaziland                    |  | 6   |
| Nigéria (2)                  | 23.06.98                               | 6   |
| Hongrie (2)                  | 07.07.98                               | 6   |
| Australie (3)                | 30.06.98                               | 4   |
| Îles Salomon                 | 21.09.98                               | 6 <sup>b</sup>                              |
| Turquie (2)                  | 12.10.98                               | 4   |
| Jamaïque                     | 29.10.98                               | 6   |
| Trinité-et-Tobago            | 12.11.98                               | 6   |
| Burkina Faso (examen groupé) | 18.11.98                               | 6 <sup>b</sup>                              |
| Mali                         |  | 6 <sup>b</sup>                              |
| Uruguay (2)                  | 23.11.98                               | 6   |
| Indonésie (3)                | 03.12.98                               | 4   |
| Hong Kong, Chine (3)         | 07.12.98                               | 4   |
| Canada (5)                   | 15.12.98                               | 2   |

a Le chiffre entre parenthèses indique le nombre d'examens réalisés.

b Pays de la catégorie des pays les moins avancés.

**Annexe III****Programme d'examens proposé pour 1999**

|                        |  |
|------------------------|--|
| Cycle de deux ans      | États-Unis <sup>1</sup>  |
| Cycle de quatre ans    | Israël <sup>1</sup> , Thaïlande  |
| Cycle de six ans       | Argentine <sup>1</sup> , Égypte <sup>1</sup> , Roumanie <sup>1</sup> , Bolivie, Nicaragua <sup>2</sup> ,<br>Papouasie-Nouvelle-Guinée <sup>2</sup> , Philippines |
| Pays les moins avancés | Guinée <sup>1</sup> , Togo <sup>1</sup>  |

1 Examen reporté de 1998 à 1999.

2 Nouvel examen demandé pour 1999.